



Veille sur le numérique et les start-ups

## Irlande - Royaume-Uni

© DG Trésor

03 février 2020

*Sommaire :***TIC/NUMERIQUE :****1/ Irlande :**

- National Broadband Plan
- Les entreprises du numérique plaident non-coupables pour les contenus publiés sur leurs sites
- IDA commence son plan quinquennal de développement des investissements directs étrangers (IDE)
- Dublin, capitale européenne du numérique
- RGDP : l'Irlande est l'un des derniers régulateurs européens à ne pas avoir infligé de sanctions

**2/ Royaume-Uni :**

- L'ICO publie 15 standards pour mieux protéger les mineurs sur internet
- Des parlementaires publient 20 recommandations pour réformer la loi électorale
- Facebook s'engage à créer 1 000 emplois supplémentaires au RU d'ici la fin de l'année

**START-UPS :****1/ Irlande :**

- Un quartier dédié à l'innovation au cœur de Dublin

**2/ Royaume-Uni :**

- Huawei ouvre un centre d'innovation 5G à Londres

### TIC/NUMERIQUE

**1/ Irlande :**

**National Broadband Plan** – La société *National Broadband Ireland*, dirigée par David McCourt, qui a qui remporté (étant le dernier candidat en lice) l'appel d'offre relatif au programme national de déploiement du haut débit irlandais, pourrait bénéficier de 380 M€ en plus du budget alloué au projet (6 Mds€, contre 500 M€ identifiés au début du processus), si l'inflation augmente plus rapidement que le fournisseur d'accès à Internet ne l'a estimé ou en cas de hausse importante des coûts. L'Irlande a, en effet, obtenu de la Commission Européenne un accord pour identifier au-delà du budget prévu, une enveloppe de précaution d'un montant de 480 M€. Dans le cadre de la procédure de contrôle au titre des aides d'Etat, 14 critères ont été retenus pour l'utilisation de ce fonds de précaution, avec des termes et conditions spécifiques.

La procédure d'appel d'offre du National Broadband Plan, lancée en 2012, a connu bien des rebondissements (Cf. nos précédentes éditions) : l'objectif final étant de permettre à plus de 540 000 maisons, entreprises et écoles un accès à l'internet haut débit. Le programme de raccordement devrait être achevé en 2027, avec des objectifs intermédiaires à 130 000 raccordements d'ici à 2022 et 95% de la population irlandaise connectée dès la cinquième année du plan.



**Les entreprises du numérique plaident non-coupables pour les contenus publiés sur leurs sites** – Les entreprises numériques exhortent l'Union européenne de ne pas les considérer légalement responsables des contenus publiés sur leur plateformes. Les sociétés comme *Google*, *Facebook*, *Twitter* (dont les sièges européens sont basés en Irlande), ont écrit à la Commission européenne pour exprimer leurs réflexions et leurs propositions concernant le nouveau projet de la législation européenne, le *Digital Services Act*. Certaines ont reconnu que leurs efforts pour éliminer les activités illégales et nuisibles puissent nécessiter une forme de supervision ou de contrôle au niveau européen. Jusqu'à présent, l'Union européenne a permis aux entreprises du numérique de s'autoréguler pour les contenus illégaux (sauf ceux liés au terrorisme). Les entreprises ont exprimé leurs craintes concernant l'introduction d'une législation européenne qui pourrait, selon eux, sanctionner les entreprises les plus proactives en matière de lutte contre les contenus illégaux.

**IDA publie son plan quinquennal de développement des investissements directs étrangers (IDE)** – IDA Ireland (agence publique chargée de l'accompagnement des investissements directs étrangers, équivalent irlandais de Business France) a publié son rapport annuel concernant les emplois dans les sociétés multinationales basées en Irlande et l'évolution des IDE. Le rapport estime que plus de 250 000 personnes sont employées par les multinationales. En 2019, plus de 21 000 nouveaux emplois ont été créés en Irlande à travers 250 projets menés par les multinationales. Leurs dépenses d'investissement ont augmenté de 8%, pour atteindre 5,9 Mds€ dont la majorité provenait d'entreprises des secteurs « sciences de la vie » et « technologie ». Les Etats-Unis restent le leader en matière d'IDE, avec 63% des investissements en 2019. Ce rapport marque la fin du premier plan quinquennal (lancé en 2015), le deuxième plan quinquennal détaillant la stratégie pour la période 2020-2024. L'un des grands objectifs attribué à IDA pour la période 2015-2019 visait à agir en faveur d'une meilleure répartition des investissements sur le territoire irlandais en remédiant à la pénurie de biens immobiliers et d'installations en dehors de la capitale. IDA a ainsi mis en œuvre un programme régional d'investissement: IDA gère désormais 36 parcs commerciaux et technologiques et 12 sites stratégiques à travers du pays. Pour la période 2020-2024, IDA a identifié comme menace potentielle l'intensification de la concurrence des pays de l'Est de l'Europe en matière d'attractivité pour les IDE.

**Dublin, capitale européenne du numérique** – plusieurs entreprises du numérique agrandissent leurs sièges dublinois, ainsi que *Microsoft* l'a fait en 2019 à Sandyford. *Facebook* a racheté l'ancien site de *Bank of Ireland* dans le centre de Dublin pour agrandir leurs bureaux et leurs équipes. *LinkedIn* construit également trois nouveaux immeubles dans le centre de Dublin et *Google* a investi plus de 1 Mds€ dans l'agrandissement de son implantation situé dans le centre-ville. Ces projets immobiliers vont de pair avec la création potentielle de milliers d'emplois supplémentaires. Ainsi *Facebook* prévoit-il de bénéficier d'une force de travail de 7 000 personnes en 2023, au moment de l'achèvement du projet (*Facebook* compte aujourd'hui environ 2 000 employés).

**RGDP : l'Irlande est l'un des derniers régulateurs européens à ne pas avoir infligé de sanctions** - Les enquêtes sur la violation des données personnelles en Irlande ont été retardées alors que la *Data Protection Commission* (équivalent irlandais de la CNIL) est responsable de la régulation des géants du numérique au sein de l'Union européenne. La DPC a ouvert plus de 70 enquêtes dont 21 concernent des géants du numérique. Le caractère transfrontalier de leurs activités complique la tâche de la DPC. Cependant, alors que l'ensemble des régulateurs européens ont prononcé des sanctions à hauteur de 410M€ en 2019, selon un rapport publié en janvier 2020 par le régulateur italien *Osservatorio di Federprivacy*, l'Irlande n'a sanctionné les entreprises qu'à hauteur de 61 000€.



## 2/ Royaume-Uni :

**L'ICO publie 15 standards pour mieux protéger les mineurs sur internet** – L'équivalent de la CNIL au RU a publié un [code de pratiques](#) destiné aux prestataires de services en ligne et aux fournisseurs d'objets connectés pour mieux protéger les mineurs. Une fois approuvé par le Parlement, les entreprises auront 12 mois pour opérer les changements prescrits par le code. Parmi les 15 standards, figurent la minimisation de la collecte, du stockage et du partage de données de mineurs (profilage et géolocalisation désactivés par défaut), la prise en compte des intérêts de l'enfant dans le développement de nouveaux services, et l'estimation/contrôle de l'âge des internautes en fonction du niveau de risque encouru par les mineurs, à moins d'appliquer l'intégralité des standards à tous les utilisateurs.

**Des parlementaires publient 20 recommandations pour réformer la loi électorale** – Le All Party Parliamentary Group for Electoral Campaigning (APPG) s'est formé en juin 2019 en réaction au scandale Cambridge Analytica dans le contexte du référendum sur le Brexit. L'APPG plaide pour une réforme de la loi électorale britannique, inchangée depuis 2001, alors que ni Facebook ni Twitter n'existaient encore. Il publie [20 recommandations](#) parmi lesquelles figurent un contrôle strict du financement des campagnes politiques, un encadrement de l'utilisation des données personnelles et un déplafonnement des amendes encourues en cas d'infraction.

**Facebook s'engage à créer 1 000 emplois supplémentaires au RU d'ici la fin de l'année** – Les nouvelles recrues du géant américain seront réparties dans les équipes de modération de contenus, développement informatique, design produit et data science, à la fois pour Facebook, Whatsapp et Workplace. Londres est le plus grand hub de Facebook en dehors des Etats-Unis. Avec cette annonce, l'entreprise devrait employer 4 000 personnes d'ici la fin de l'année, et s'offrir de nouveaux bureaux d'ici 2021.

## START-UPS

### 1/ Irlande :

**Un quartier dédié à l'innovation au cœur de Dublin** – Le gouvernement irlandais a annoncé début janvier 2020 l'allocation de 1 Mds€ pour le développement du *Grand Canal Innovation District* (Grand Canal est un quartier de Dublin où les grandes entreprises du numérique ont établi leur siège européen). Cette initiative, à laquelle participe la grande université dublinoise *Trinity College Dublin* en collaboration avec d'autres universités, est au cœur de la volonté du gouvernement de faire de l'Irlande la capitale technologique de l'Europe et de rivaliser avec des villes comme Barcelone, Boston ou Rotterdam. Cet aménagement urbain regroupera installations de recherche universitaire et écosystème propice au développement des start-ups. Le projet d'aménagement sera développé sur une période de 10 ans, avec l'ouverture, dès 2020, d'un centre d'innovation et d'un incubateur.

### 2/ Royaume-Uni :

**Huawei ouvre un centre d'innovation 5G à Londres** – Le géant chinois a inauguré son nouveau [centre d'innovation 5G](#) au sein de l'espace de co-working Cocoon Global. Il a pour vocation de faciliter les projets



de collaboration entre organisations dans le domaine de la 5G. Le centre est également ouvert au public, qui pourra expérimenter les opportunités qu'offre la 5G en matière de jeux en ligne et de réalité augmentée et virtuelle. Pendant ce temps, le gouvernement britannique ne s'est toujours pas exprimé officiellement sur la place à accorder à Huawei dans le réseau 5G britannique. Le président des affaires gouvernementales du groupe s'est néanmoins déclaré confiant cette semaine, sur le futur de Huawei au Royaume-Uni.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à [jillian.harpur@dgtrésor.gouv.fr](mailto:jillian.harpur@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteurs : Jillian HARPUR, Marion PARADISI-COULOUMA, Claire BEDOUI  
Service Économique de Dublin (en collaboration avec le service économique régional de Londres)

Adresse : 66 Fitzwilliam Lane  
Dublin2

Ireland

Rédigé par J. HARPUR, C. BEDOUI, Revu par : Marion PARADISI-COULOUMA  
Version du 03/02/2020